

Taxe foncière en hausse : les propriétaires paient la dépense

Article rédigé par *Contrepoints*, le 05 septembre 2023

Source [Contrepoints] : À travers la hausse de la taxe foncière, les propriétaires paient l'incapacité des dirigeants à réduire la dépense publique.

Comme prévu, la [mairie de Paris](#) annonce une [augmentation de la taxe sur les propriétaires](#).

Selon la loi, la taxe foncière grimpe de 7 % partout en France. Certaines localités, dont la ville de Paris, optent pour un surcroît de [taxe](#). Dans la capitale, la taxe augmente de moitié, pour passer de 13,5 % à 20,5 %. Meudon et Grenoble pratiquent des hausses du même ordre de grandeur. Lyon, Mulhouse, ou Limoges, augmentent la taxe d'environ 17 %.

Après augmentation, la taxe foncière arrive en moyenne à 665 euros par an pour 50 m2 à Paris, [rapportent les infos](#).

Conséquence de la dépense

Pour les dirigeants, comme pour les particuliers, les dépenses requièrent des revenus.

Ils ont en général recours à une combinaison de solutions : les impôts, la dette, et la création d'argent – qui provient des mesures d'assouplissement de la BCE.

[Le JDD révèle](#) la part d'augmentation de la dette, en plus des revenus de la hausse de la taxe foncière, dans le budget de la capitale :

« ... la Ville qui escompte ainsi des recettes supplémentaires de 586 millions d'euros l'an prochain. Ce qui lui permettra de continuer à investir, à hauteur de 1,7 milliard d'euros en 2023, et de n'emprunter «que» 514 millions (contre 860 millions cette année). »

La maire de la ville, Anne Hidalgo, [fournit un éclairage](#) sur les besoins en financements :

1. Maintenir la solidarité au travers des services publics du quotidien, permettant de mieux vivre à Paris
2. Accélérer la transformation écologique pour faire face aux changements climatiques que plus personne ne peut nier aujourd'hui.

La mairie ajoute que sur un budget total de 10 milliards d'euros pour la ville en 2023, 1,7 milliard sont dépensés sur des investissements pour « l'accélération de la transition écologique ainsi qu'au renforcement du service public et des solidarités. »

Dans le détail, la plupart des projets semblent faire partie de la routine du fonctionnement de la ville, et des

projets en cours depuis des décennies.

[Ils incluent par exemple](#) des crèches, parcs, gymnases, et pistes cyclables. La ville continue de dépenser en lien avec le contrôle des loyers, avec l'objectif de 40 % d'habitations à loyers subventionnés avant 2035.

Train de vie en excès par rapport aux moyens

En plus des lancements de projets et programmes, la ville supporte les coûts des services, et le paiement des fonctionnaires ou prestataires. Même sans les projets d'écologie ou de logements, elle porte le poids de milliers de salariés.

[Selon l'iFRAP](#) :

« Par rapport aux deux autres grandes villes françaises comparables, la ville de Paris présente un ratio de dépenses de personnel par habitant nettement plus élevé. En effet, au cours de la période 2015-2019, l'écart est en moyenne 13 % par rapport à Lyon et de 10 % par rapport à Marseille. »

Les chiffres de l'iFRAP montrent la hausse au fil du temps du coût des salariés de la ville : de 2,1 milliards en 2011 à 2,5 milliards en 2022.

La dépense surpasse les revenus des taxes. En conséquence, la dette grimpe sans cesse et passe de 2,480 milliards d'euros en 2010, à 7,757 milliards, fin 2022.

Elle suit la même tendance que la dette du pays. L'emballlement n'a pas pris fin pour le moment.

À présent, Bercy tente de faire des économies, [reporte des baisses d'impôt](#), et promet des taxes pour compenser les déficits. En réponse à un excès de dépense, les dirigeants tentent des mesures d'équilibrage, mais ne remettent pas en cause l'accroissement des budgets.

[Lire la suite](#)

05/09/2023 01:00